News Details
News Details

27.10.2009
27.10.09 Update

AFP-MAIL : Agriculture-social-gouvernement-UE

Filière laitière: Sarkozy demande à la commission UE de pousser les feux

POLIGNY (Jura), 27 oct 2009 (AFP) - Nicolas Sarkozy a émis le souhait mardi que la Commission européenne aille beaucoup plus vite pour proposer des régulations de la filière laitière. "A la demande de la France et de l'Allemagne, la Commission européenne a mis en place un groupe de travail pour préparer les mesures d'une meilleure organisation de filière laitière", a rappelé le chef de l'Etat français en dévoilant dans un discours à Poligny (Jura) son plan d'aide à l'agriculture.

"Au rythme d'une réunion par mois, les conclusions de la Commission devraient être rendues en juin", a-t-il déploré. "Ces délais sont inacceptables. Il faut qu'elle accélère ses travaux". Si la Commission européenne "veut préserver son droit d'initiative, elle doit proposer des solutions opérationnelles plus adaptées à la réalité du terrain", a-t-il insisté.

Il demandera donc "au conseil européen du 30 octobre que la Commission européenne propose, dès le début 2010, un renforcement des outils de régulation du marché laitier". M. Sarkozy en parlera dès mercredi avec la chancelière allemande Angela Merkel qu'il recevra à dîner à l'Elysée.

cgd/mad/phi

bjet : AFP-MAIL : Agriculture-social-gouvernement-UE

Agriculture-social-gouvernement-UE

Sarkozy veut une initiative européenne pour réguler les prix agricoles

POLIGNY, 27 oct 2009 (AFP) - Nicolas Sarkozy a souhaité mardi une initiative de la Commission européenne pour garantir "une véritable régulation" du prix des matières premières agricoles, dans un discours sur l'avenir de l'agriculture française, qui traverse une crise sans précédent.

"Dans le domaine des marchés de matières premières agricoles l'Europe doit mettre en oeuvre une véritable régulation", a-t-il déclaré dans un discours à Poligny, commune du Jura connue pour être la capitale du fromage Comté. Et, a-t-il ajouté, "la France demande à la Commission européenne de prendre l'initiative en ce domaine afin que soit limitée la spéculation croissante et (pour) encadrer les produits financiers dérivés sur ses marchés". "La France ne transigera pas avec cet impératif", a-t-il insisté. "L'idée de la toute puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, aucune intervention politique, cette idée (...) est une idée folle", a affirmé le chef de l'Etat.

npk-mad/sm/bfr

Mouvement Républicain et Citoyen - Objectif : imposer le respect à toute la filière laitière

<link fileadmin dokumente frankreich download file>Filière laitière: Sarkozy demande à la commission UE de pousser les feux

Les principales mesures sur l'agriculture annoncées par le Président de la République mardi 27 octobre 2009 à Poligny (Jura)

Le Président de la République a annoncé un plan de soutien exceptionnel pour notre agriculture, qui comprend un milliard de prêts bancaires et 650M€ de soutiens exceptionnels de l'Etat. Il se décline de la manière suivante :

- 1 milliard de prêts de trésorerie, de consolidation ou de restructuration sur 5 ans accordés par les banques à un taux bonifié aux exploitations en difficulté, ce qui représente environ 20% de l'encours annuel de l'ensemble des agriculteurs français ;
- 650 millions d'euros d'interventions d'urgence, qui se décomposent de la manière suivante :

<link fileadmin dokumente frankreich download file>pour lire le suivant

Réaction de l'APLI sur les mesures décidé par Nicolas Sarkozy

Le président français semble avoir pris la mesure de la situation catastrophique des éleveurs laitiers.

Mais le plan de soutien conjoncturel est , malgré les apparences, toujours trop faible. La seule solution du salut des exploitations francaises passera seulement par une augmentation du prix du lait vendu...Et vite!

Par contre, il sera appliqué avant la fin de l'année, prouvant la prise de conscience qu'il faut agir vite. Même remarque, quand le président invite le groupe de travail de la commission a rendre ses conclusions avant juin 2010.

Sur le plan de l'avenir de l'agriculture Européenne, le discours soutient fermement celui du ministre, puisque le président Sarkozy a souvent évoqué la régulation , les coûts de revient et tous les arguments que défendent l'EMB et l'APLI.

Il s'est clairement engagé à faire en sorte de convaincre les autres pays que l'ultra libéralisme dans lequel l'Europe s'est engagée, est la pire solution possible pour l'agriculture en général.

Tout cela souligne la position de l'APLI et de l'EMB.

Il a aussi, et l'APLi n'y est pas favorable, évoqué les contrats entre producteurs et industriels comme seule alternative à une moindre volatilité des prix et à une meilleure visibilité. Mais, il a précisé aussi qu'il fallait des organisations de producteurs plus fortes et moins nombreuses, capables de faire face aux transformateurs et à la distribution.

<<< back